

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Objectif 16 : Paix, justice et institutions efficaces - Où en sommes-nous ?

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Paix et développement durable, deux objectifs indissolublement liés

2

dossier

La DDC s'engage en faveur d'une approche intégrée et commune pour la réalisation de l'ODD 16

Transformer la vision mondiale en réalité locale

Soutenir les dynamiques communautaires en Haïti pour renforcer la démocratie

La promotion de la confiance, ingrédient clé de la paix et du développement durable

La contribution des médias à l'objectif 16.10

«Clean & Green» en faveur d'un développement durable et d'un vivre-ensemble pacifique

Les bibliothèques au service de la paix

Programme 2030: une opportunité pour remplacer la politique sécuritaire par une politique de paix

L'impact de l'espace dévolu à la société civile sur l'ODD 16

Égalité des sexes: un facteur de paix, de justice et d'inclusion

Les ODD : le premier projet de développement pour toute l'humanité

Soutenir la société civile dans les pays qui élaborent une Revue nationale volontaire en 2019

3

pour aller plus loin

Objectifs, indicateurs, données – peut-on mesurer la paix, la justice et l'efficacité des institutions?

4

actualité

Cours sur la fragilité, les conflits et les États

Points forts KOFF 2018 : Comment contribuons-nous à la promotion de la paix ?

Conférence : Le point de vue de la société civile sur «Les femmes, la paix et la sécurité» et la prévention de l'extrémisme violent

5

calendrier

Événements et nouvelles

editorial

Il y a unanimité pour dire que le Programme 2030 et ses 17 objectifs de développement représentent un important progrès. Il est également réjouissant que le thème «Paix, justice et institutions efficaces» soit explicitement cité dans le cadre de l'objectif de développement durable (ODD) numéro 16. Mais comment transformer cette vision et ces louables intentions en réalité?

Le dernier numéro d'*à propos* donne la parole aux organisations membres du KOFF issues d'ONG et de l'administration fédérale. Si certaines contributions parlent déjà de points faibles dans les cibles de l'objectif 16, jugeant les formulations sur le contrôle des armes trop floues et les postulats concrets en matière de promotion de la paix insuffisants, plusieurs martèlent que la réussite de l'objectif 16 est étroitement liée à celle des autres objectifs du Programme 2030, et qu'il est donc impératif d'adopter une approche intégrée. D'autres auteur.e.s mettent en avant le rôle essentiel que joue la société civile dans la réalisation de cet objectif, soulignant que la réduction de sa liberté d'action est donc préoccupante. Enfin, certains articles décrivent des contributions concrètes à l'ODD 16; la promotion de la justice et de la responsabilité solidaire à travers des projets avec les enfants et les jeunes pour lutter contre la violence structurelle en est une. Et pour finir, cette édition se pose la question de savoir si la réalisation de l'objectif 16 est mesurable et si l'approche quantitative est vraiment la bonne.

Bonne lecture !

Amélie Lustenberger, rédactrice du magazine du KOFF

point fort

Paix et développement durable, deux objectifs indissolublement liés



L'utilisation du Mékong est un exemple célèbre de conflits transfrontaliers très complexes en matière de durabilité. Photo : Creative Commons

Si l'on considère dans une perspective de paix le Programme 2030, appelé aussi Agenda 2030, et ses 17 objectifs de développement durable, l'objectif 16 est naturellement celui qui retient le plus l'attention:

«Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous».

Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable consacrera son édition 2019 à six objectifs, dont précisément le numéro 16. Une raison de s'intéresser de près aux liens qui existent entre la construction de la paix et le Programme 2030.

Le service de coordination de la Plateforme Agenda 2030, autrement dit mon bureau, est hébergé dans les locaux de swisspeace depuis janvier 2019. Cette expérience m'a donné l'occasion d'identifier deux grands points de recoupement entre le Programme 2030 et le travail sur la paix.

Premièrement, l'approche globale de la paix et l'approche globale du développement durable se conditionnent mutuellement. En d'autres termes, le Programme 2030 n'est pas

pensable sans l'objectif 16, de même que l'objectif 16 n'est pas pensable sans une grande partie des objectifs du Programme 2030.

Deuxièmement, le Programme 2030 comporte des conflits d'objectifs. Le travail de promotion de la paix peut apporter une valeur ajoutée méthodologique à la résolution de ces contradictions inhérentes.

Approche globale

Commençons par le premier point. Johan Galtung, un grand nom des études sur la paix, a forgé le concept de paix positive. L'idée selon laquelle la paix ne se réduit pas à l'absence de violence directe l'a amené à formuler deux définitions: la paix négative et la paix positive. Tandis que la paix négative est centrée sur l'absence de violence directe, la notion de paix positive intègre en plus l'absence de violence structurelle et culturelle. Galtung prend ainsi en compte les multiples facteurs sociaux qui rendent possible et encouragent la cohabitation pacifique. La paix positive renvoie à une approche globale, car la paix ne peut être pensée isolément.

Le point de vue de la paix positive permet de comprendre une fois de plus combien il est important d'appréhender le Programme 2030 comme un tout. L'objectif 16 et ses 12 cibles englobent certes un éventail de facteurs relativement large, mais ce n'est qu'en les mettant en relation avec les autres objectifs que l'on s'approche d'une démarche véritablement globale. Ainsi, l'objectif 16 prévoit entre autres la lutte contre la corruption, les flux financiers illicites et le trafic d'armes, le droit individuel à une identité juridique ou encore la participation renforcée des pays en développement aux institutions internationales. Or les interactions entre les objectifs constituent aussi un élément clé de l'Agenda 2030. Par exemple, l'objectif 5 sur l'égalité entre les sexes, l'objectif 10 sur la réduction des inégalités et l'objectif 15 relatif aux écosystèmes terrestres sont étroitement corrélés à la paix, aux conflits et à la violence. Inversement, les conflits et la violence empêchent la réalisation de ces objectifs.

La cible 17.14 revêt une signification particulière pour la Suisse: elle appelle à «renforcer la cohérence des politiques de développement durable». Ce libellé un peu technique renvoie à la volonté de résoudre les contradictions de la politique dans un sens favorable au développement durable. Par exemple, l'exportation d'armes vers des pays en conflit ne contribue nullement à concrétiser les objectifs de développement durable.

Conflits d'objectifs

Le Programme 2030 est une victoire d'étape: il rassemble 17 objectifs et 169 cibles relativement concrètes, négociées et consignées dans un document. Bien que non contraignants, ces objectifs sont le symbole du succès de la collaboration au sein de l'ONU, qui fait actuellement l'objet de nombreuses critiques. Malheureusement, ils ne parviennent pas à rendre caduc un point que l'on reproche depuis longtemps au développement durable: les conflits d'objectifs qu'il recèle ne seraient pas ou pas suffisamment abordés et résolus. Ce qui nous amène au second point de recoupement: que faire quand des objectifs se contredisent? Quelle priorité accorder aux différents intérêts en jeu? Le problème est aussi vieux que le débat sur le développement durable à l'ONU.

La première conférence des Nations Unies sur l'environnement s'est tenue à Stockholm en 1972. Maurice Strong, qui en était le président, a raconté en 2011 à la BBC que les pays en développement avaient d'abord envisagé de boycotter la manifestation, craignant que les préoccupations environnementales ne prennent le pas sur leurs difficultés de développement et de lutte contre la pauvreté. La question des priorités ne date donc pas d'hier.

Le Conseil international des sciences a examiné 316 interactions en se concentrant sur les objectifs 2 – Faim «zéro», 3 – Bonne santé et bien-être, 7 – Énergie propre et d'un coût abordable et 14 – Vie aquatique. Sur ces 316 interactions, 238 se sont révélées positives, 12 neutres et 66 négatives. Les interactions négatives nécessitent de procéder à des arbitrages, un mot qui montre bien que tout l'enjeu réside dans la pesée des intérêts. En voici un exemple:

les cibles 14.2 et 14.5, qui réclament la protection des zones côtières, peuvent entrer en concurrence avec l'exigence de promotion des activités économiques, de la croissance et de l'emploi formulée dans les cibles 8.1. et 8.3. Il convient ici d'élaborer des solutions et de peser les intérêts en présence.

Débat sur les valeurs

Le débat sur les valeurs qui en découle implique la société tout entière. Il s'agit de déterminer ce qui est important et qui défend quels intérêts. Les grèves étudiantes pour le climat ont attiré à nouveau l'attention sur l'urgence d'inclure les intérêts de la jeune génération. À cet impératif s'ajoute le défi de prendre en compte les intérêts des générations futures. Certains milieux posent quant à eux la question de savoir si la nature n'aurait pas une valeur intrinsèque, et par conséquent des droits. Pour demain comme pour aujourd'hui, le principe du Programme qui appelle à ne laisser personne en arrière («Leave no one behind») a une portée décisive. Nombre de représentants d'intérêts et de communautés disposent de moyens très différents pour se faire entendre et imposer leurs revendications. La question du pouvoir joue ici un rôle essentiel.

Il faut veiller à ce que cette mise en balance des intérêts et ce débat sur les valeurs se déroulent dans des conditions favorables et équitables. Quelle valeur la société mondiale accorde-t-elle à une nature préservée? De quelle marge de décision les générations futures devront-elles bénéficier? De quelles institutions avons-nous besoin pour répondre à ces questions dans la durée? La Suisse vient de créer un Comité directeur Agenda 2030. Composé de représentants des offices concernés, il s'occupera de développement durable sous la conduite de deux délégués, sans grands moyens supplémentaires semble-t-il. Cette instance sera-t-elle à même de prendre des décisions courageuses? Quelles seraient les ressources et les compétences requises à cet effet? En quoi pourraient-elles être inconciliables avec notre structure administrative établie?

Nous ne gagnerons rien à fermer les yeux devant les arbitrages et les mises en balance d'intérêts. Comment les discussions sont-elles conduites? Quels sont les éléments importants? Qui sont les parties prenantes, voire en conflit? Et quels processus aboutissent à des solutions équitables et représentatives?

Dans le projet de résolution de ces conflits d'objectifs, la perspective de la paix et les expériences faites dans le travail de construction de la paix peuvent apporter une valeur ajoutée bien au-delà de la réalisation de l'objectif 16, grâce au savoir-faire acquis dans la cartographie des parties en conflit, à la démarche sensible aux conflits et aux approches globales et à long terme de la résolution des conflits.

[Plateforme Agenda 2030](#)

Sara Frey

Sara.Frey@swisspeace.ch

Coordination de la Plateforme Agenda 2030

links

- [Conseil international des sciences: A Guide to SDG Interactions: from Science to Implementation \(en anglais\)](#)
- [Johan Galtung, cofondateur de l'Institut international de recherche sur la paix d'Oslo \(PRIO\) \(en anglais\)](#)
- [Entretien avec Maurice Strong sur la première conférence des Nations Unies sur l'environnement \(en anglais\)](#)
- [Un ouvrage sur le concept de développement durable: Die Entdeckung der Nachhaltigkeit \(en allemand\)](#)
- [Un classique de la critique du concept de développement durable: Sustainable development: A critical review \(en anglais\)](#)
- [Plateforme Agenda 2030 \(en allemand\)](#)

dossier

La DDC s'engage en faveur d'une approche intégrée et commune pour la réalisation de l'ODD 16



La production de coton est un secteur majeur de l'économie du Kirghizistan et l'une de ses chaînes de valeur clé. © DDC

En 2015, dans le programme pour le développement durable à l'horizon 2030, les leaders mondiaux se sont dits déterminés à «favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, exemptes de peur et de violence». Sous l'objectif de développement durable numéro 16 (ODD 16), ils ont fixé des cibles ambitieuses pour lutter contre la violence dans tous les pays, assurer l'accès de tous à la justice et créer des institutions efficaces, transparentes et ouvertes à tous.

La Suisse s'est associée à un ensemble de pays et organisations pour aller plus loin et développer l'approche 16+: une approche intégrée fondée sur le constat que les cibles de l'ODD 16 ne parviendront à instaurer des sociétés pacifiques, justes et inclusives que si elles sont mises en œuvre de concert avec d'autres cibles visant à favoriser la réduction de la pauvreté, l'éducation, l'égalité des genres, une croissance inclusive, l'emploi, la

réduction des inégalités et le développement de villes durables. Grâce à l'approche 16+, ces pays et organisations contribuent à intensifier nos efforts collectifs en encourageant des discours, des interfaces et des synergies plus forts.

La Suisse a été l'un des premiers pays à s'associer à un noyau d'États et d'organisations pour lancer l'initiative Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, un mouvement émergent résolu à accélérer la mise en œuvre de l'ODD 16 et de l'approche 16+. En 2017, les «Pathfinders» ont adopté une feuille de route qui souligne les points critiques pour les objectifs de l'Agenda 2030, qui s'applique à tous les pays et parties prenantes, et qui se concentre sur des solutions et des résultats. Cette feuille de route met en avant des stratégies de transformation clé, des actions à effet catalytique et des éléments facilitateurs pour étayer cette ambitieuse démarche. Cet été, le Forum Politique de Haut niveau pour le développement durable présentera les efforts de l'ensemble des acteurs qui œuvrent à la réalisation de l'ODD 16 et de l'approche 16+. Des membres de l'initiative «Pathfinders» mettront en avant leur action contre les inégalités d'accès à la justice dans le monde et certaines de leurs réflexions sur la réduction de la violence.

Parallèlement, la Direction du développement et de la coopération (DDC) introduit progressivement des éléments de l'approche 16+ dans son discours en matière de politique et dans son dialogue avec les parties prenantes, ainsi que dans des points pertinents de sa stratégie et de son agenda. Elle encourage l'instauration d'une société pacifique dans des pays tels que le Cambodge, la Colombie, le Mali et la Tunisie, par le biais de programmes qui contribuent à prévenir la violence et l'extrémisme violent, à réformer et rendre viable la gouvernance du secteur de la sécurité et à lutter contre les mines antipersonnel. La DDC contribue par ailleurs à favoriser des sociétés justes au Honduras, au Laos, au Mozambique, au Rwanda et en Afghanistan, en défendant les droits humains et l'accès à la justice, tout en luttant contre la corruption. Elle promeut également une société inclusive en Égypte, dans l'Afrique des Grands Lacs et au Népal en soutenant les politiques inclusives, l'égalité des sexes, en combattant toute forme de discrimination, en consolidant l'espace destiné à la société civile et en renforçant la participation et la contribution de cette dernière.

Afin de réaliser les objectifs de l'Agenda 2030, la Suisse entend intensifier les synergies transformatrices de l'approche 16+ visant à transformer les sociétés et exploiter les intersections dans les domaines de la paix, de la justice et de l'inclusion.

[Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)

Martin Roch

martin.roch@eda.admin.ch

links

- [Feuille de route des Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies \(en anglais\)](#)
- [L'engagement de la DDC dans la lutte contre la fragilité \(«Lutter contre la pauvreté, contenir les fragilités et renforcer la résilience»\)](#)
- [L'engagement de la DDC dans la lutte contre la fragilité et pour les objectifs 16+ \(«Agir dans les États fragiles: un soutien durable pour gouvernements et populations»\)](#)

dossier

Transformer la vision mondiale en réalité locale



Planification et élaboration transparente du budget à l'échelle locale au Bangladesh. Photo: Jens Engeli, HELVETAS Swiss Intercooperation

L'ODD 16 constitue une avancée majeure pour la reconnaissance du rôle de la gouvernance pour le développement inclusif et durable. L'importance accordée à la mise en place d'institutions efficaces et responsables, ainsi qu'à l'existence de processus de décisions inclusifs à tous les niveaux en est un signe clair, tout comme les objectifs portant sur l'État de droit, la corruption et l'accès aux informations. Pour la DDC, ces thématiques sont des priorités absolues.

Notons l'emploi de l'expression «à tous les niveaux». Celle-ci souligne l'importance du niveau infranational pour transformer la vision mondiale du Programme 2030 en réalité locale. Les communautés et les parties prenantes connaissent mieux que quiconque les besoins et les moyens au niveau local. Elles peuvent ajuster les stratégies nationales à la réalité du territoire, ce qui fait d'eux des partenaires décisifs pour les objectifs de l'agenda mondial. Cela donne aux gouvernements la possibilité de renouveler leurs engagements en matière de décentralisation et de gouvernance efficace, responsable et inclusive au niveau local.

Toutefois, dans la plupart des pays partenaires de la DDC, les communautés locales continuent à jouer un rôle marginal dans la mise en œuvre du Programme 2030 et leur contribution aux comptes rendus nationaux volontaires est faible et peu structurée. Ce constat se vérifie particulièrement dans les zones rurales et périurbaines, qui sont moins préparées et disposent moins de ressources et de soutien. Des contraintes systémiques déjà bien connues perdurent, comme le manque de réattribution claire et complète des fonctions, ou l'insuffisance des ressources financières. De plus, les parties prenantes locales sont peu informées des ODD et des plans nationaux, et savent encore moins comment les transposer au contexte qui leur est propre.

C'est pourquoi la mise en œuvre des ODD au niveau local doit rester une priorité. Un rapide sondage mené au sein de la DDC a permis d'identifier des exemples d'efforts déployés pour soutenir les parties prenantes infranationales dans cette tâche: parmi eux, la sensibilisation des gouvernements locaux et de la société civile, les stratégies municipales et les cibles nationales respectives visant à améliorer la qualité et de la disponibilité des données nécessaires à la mise en place de politiques, à créer des systèmes d'information et de contrôle infranationaux ou encore à promouvoir le dialogue sur les ODD avec l'ensemble des parties prenantes. Impliquer des organisations gouvernementales locales, accompagner des formateurs et soutenir des modèles de réussite sont autant de stratégies intéressantes pour avancer sur cette voie.

La tendance observée à l'échelle mondiale, qui consiste à réduire la marge de manœuvre de la société civile, constitue un autre défi de taille. C'est pourquoi la DDC a lancé un processus de réflexion sur le maintien d'espace pour le dialogue public et la prise de décision inclusive. Cela peut concerner un grand nombre d'activités: soutien aux plateformes et aux initiatives de la société civile pour distinguer les priorités de développement concrètes, et potentiellement moins sensibles, ainsi que pour aider à explorer le potentiel de la communication numérique; accompagnement des acteurs sans protection dans l'évaluation des risques et l'établissement de plans de sécurité, ou encore un engagement de la Suisse dans un dialogue politique de haut niveau avec d'autres pays. Des échanges de connaissances et d'expériences avec les autres acteurs du développement sont déjà en cours.

[Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)

Corinne Huser

Corinne.Huser@eda.admin.ch

Conseillère politique en matière de démocratisation, décentralisation et gouvernance locale

[links](#)

- [Site de la DDC sur la décentralisation et la gouvernance locale, accompagné d'une vidéo explicative](#)
- [Shareweb DDLGN, politique de la DDC en matière de démocratisation, de décentralisation et de gouvernance locale \(en anglais\)](#)
- [Agenda 2030 – Localising the SDGs, Development Partners Network on Decentralisation and Local Governance \(DeLoG\) \(en anglais\)](#)

dossier

Soutenir les dynamiques communautaires en Haïti pour renforcer la démocratie



Manifestations à Port-au-Prince, février 2019. Photo de Hector Retamal (AFP)

La chute de Duvalier en 1986 et l'adoption de la Constitution de 1987 marquent l'avènement d'une nouvelle ère politique en Haïti : la démocratie. Bien que la Constitution adopte les notions clés de la démocratie, corruption et manque de considération des besoins de la population sont des freins à sa mise en œuvre. Il n'est donc pas exagéré de dire que la longue transition qui a débuté en 1986, n'est pas encore arrivée à construire de solides institutions démocratiques en Haïti.

Aujourd'hui, le pays se débat dans une situation politique fragile, marquée par une déstructuration sociale et une détérioration économique sans précédent. Le retard dans le processus des requis de la démocratie est un sérieux handicap au développement économique, social et humain.

L'ONU, dans sa description de l'ODD 16, exprime que : « L'État de droit et le développement sont étroitement liés et se renforcent mutuellement, ce qui les rend essentiels pour le développement durable au niveau national et international. »

C'est dans cette optique que Le Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement (CRESFED), organisation haïtienne fondée en 1986, travaille pour contribuer à la transformation d'une société juste, inclusive et participative, dans un état de droit démocratique.

Poursuivant cet objectif, le CRESFED et Eirene Suisse, organisation qui œuvre pour la promotion de la paix et des Droits humains et qui appuie des organisations locales tel que le CRESFED, ont mis sur pieds un projet de citoyenneté pour les jeunes dans le sud d'Haïti.

Ce projet vise à accroître la conscience citoyenne des jeunes entre 18 et 28 ans et les encourager à s'intéresser et à s'engager dans les affaires publiques de leur communauté. En tant que volontaire d'Eirene Suisse au sein du CRESFED, je participe à la mise en œuvre de ce projet en mettant à disposition mes compétences en communication et plaidoyer, des outils de mobilisation citoyenne pour un changement durable.

Cette initiative s'inscrit dans une approche de développement *bottom-up* ou ascendante qui veille essentiellement à inclure les bénéficiaires directs dans la recherche de solutions appropriées à leur cadre de vie pratique et la protection de leurs droits.

Les activités du CRESFED s'appliquent aussi aux autorités locales avec lesquelles l'organisation travaille en collaboration. L'inclusion des autorités locales aux activités du CRESFED s'intègre à une démarche de renforcement du processus de décentralisation en vue d'assurer une gouvernance locale plus robuste.

Cet aspect est crucial pour l'atteinte de l'ODD 16. En effet comme le mentionne le CRESFED dans son Plan communal de développement d'Aquin (2012), « valoriser les compétences locales susceptibles de produire un développement auto-soutenu » contribue à « améliorer substantiellement les conditions d'existence et le cadre de vie de l'ensemble de la communauté (...) à travers une politique de gouvernance locale efficace et équitable. »

[Eirene Suisse](#)

Elise GOLAY

elisegolay@gmail.com

links

- [Constitution de 1987](#)
- [Inquiète, l'Union européenne appelle à la mise en place d'un nouveau gouvernement](#)
- [L'ONU, dans sa description de l'ODD 16](#)
- [CRESFED](#)
- [Projet de citoyenneté](#)
- [Collaboration du CRESFED avec les autorités locales](#)

dossier

La promotion de la confiance, ingrédient clé de la paix et du développement durable



Au Tchad, des bergers se protègent du soleil sous un arbre. Photo: Theo Freundt

Rien de tel qu'un conflit violent pour détruire les moyens de subsistance ou l'économie d'un pays – hormis peut-être une catastrophe environnementale. Le développement, la paix et l'environnement sont indissolublement liés.

À Baringo County, au Kenya, l'herbe se fait rare pendant la saison sèche. Les communautés pastorales comme les Pokot et les Ilchamus dépendent toutes de cette même ressource en diminution, que le changement climatique rend encore plus incertaine. Si les conflits qui en résultent fatalement semblent résolus une année, c'est pour mieux ressurgir l'année suivante. Comme le résume un activiste kenyan: «La paix, ça ne se mange pas.» En retour, les projets de restauration de paysages sont abandonnés à cause de l'insécurité.

Les programmes «Initiatives pour la terre, la vie et la paix» et «Femmes Artisans de Paix» d'Initiatives et Changement partent du constat que la promotion de la paix et la restauration des terres vont de pair, et s'appuient, au Kenya et ailleurs, sur des outils d'instauration de la confiance tels que le documentaire *An African Answer*, pour

accompagner la gestion durable des terres. Comme le dit Tony Rinaudo, lauréat 2018 du Right Livelihood Award pour sa méthode de «régénération naturelle assistée» (RNA), «la confiance est un facteur essentiel de réussite de la RNA dans une communauté.»

L'interaction entre développement, paix et environnement se retrouve au niveau local, mais aussi au niveau national, régional et international. Afin de proposer des solutions globales à ces challenges interconnectés, Initiatives et Changement travaille en partenariat avec le Centre de Politique de Sécurité, Genève (GCSP) pour organiser une Université d'été sur la terre, la sécurité et le changement climatique dont l'inauguration aura lieu cette année au GCSP et qui fera partie du Caux Forum.

Cette université suscite beaucoup d'intérêt dans le monde, notamment de la part des petits pays insulaires vulnérables aux transformations du climat, mais aussi dans le nord-est de l'Inde, où les conflits ethniques sont amplifiés par les déplacements de populations dus au changement climatique.

L'approche d'Initiatives et Changement s'articule autour de l'idée que l'instauration de la confiance, indispensable à toute collaboration, est la clé de l'avenir de l'humanité. Si les ODD sont étroitement imbriqués, l'ODD 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques) agit comme une lentille grossissante à travers laquelle apparaît tout le Programme 2030. Nous avons besoin de la paix pour réaliser les ODD. Et si nous ne les réalisons pas, nous n'aurons pas de paix.

[Initiatives et Changement \(I&C\) Suisse](#)

Alan Channer

alan.channer@cauxforum.org

Co-Director of the Summer Academy on Land, Security and Climate Change

[links](#)

- [Programme Initiatives pour la terre, la vie et la paix](#)
- [Programme Femmes Artisans de paix](#)
- [Geneva Centre for Security Policy \(GCSP\) \(en anglais\)](#)
- [Summer Academy on Land, Security and Climate Change \(en anglais\)](#)
- [Caux Forum](#)

dossier

La contribution des médias à l'objectif 16.10



« Forum », émission de dialogue et débat produite à Niamey par Studio Kalangou, le programme d'information de la Fondation Hirondelle au Niger, diffusé par 38 radios à travers le pays ». Photo : Ollivier Girard / Fondation Hirondelle

Les journalistes, et les médias pour lesquels ils travaillent ont un rôle crucial à jouer pour l'atteinte de l'objectif 16. Leur travail doit notamment contribuer à atteindre la cible 16.10 : “Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux”.

La réalisation de cet objectif, comme celui de l'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui défend la liberté d'opinion, d'expression et d'accès à l'information, supposent des médias libres, capables de s'acquitter de leurs fonctions et de rendre compte à la population, de manière indépendante et professionnelle, des questions d'intérêt public.

En effet, les médias sont des intermédiaires clés entre les individus et le reste de la société. Ils jouent un rôle important dans la construction des opinions et dans la manière dont se façonne une société. Ils relient les citoyens à ce qui se passe autour d'eux et aux institutions sociales, économiques, culturelles et politiques. Ils offrent également à ces institutions des canaux d'interaction avec les citoyens.

En contribuant à une sphère publique plus inclusive et délibérative, les médias peuvent

contribuer à l'identification d'intérêts et d'identités partagés au sein d'une société et à la recherche de solutions consensuelles aux conflits. Les médias peuvent également agir en tant que "chien de garde", s'exprimant au nom des citoyens, tout en défiant l'autorité politique et en demandant des comptes aux puissants. Ils défendent ainsi directement « l'accès du public à l'information » et contribuent à « protéger les libertés fondamentales », notamment celle de tout/e citoyen/ne à s'exprimer, et à rechercher des informations.

C'est ce rôle des médias, et du journalisme, que défend depuis près de 25 ans la Fondation Hironnelle, comme d'autres organisations de médias à travers le monde. Créée à l'origine par des journalistes de la Radio Suisse Romande, la Fondation Hironnelle fournit de l'information indépendante, factuelle, produite sur le terrain dans les langues locales, à des populations confrontées à des crises, pour leur permettre d'exercer leurs droits et de faire entendre leur voix. La mission de la Fondation Hironnelle s'inscrit pleinement dans le cadre de l'objectif 16.10 : elle forme et encadre des équipes de journalistes dans les pays où elle intervient et soutient des réseaux de médias locaux pour leur permettre de remplir leur mission d'information et de création d'espaces de dialogue pour la population. Cette mission est particulièrement vitale aujourd'hui dans des contextes de crise majeure comme celle que traverse le Sahel (où la Fondation Hironnelle a créé les programmes Studio Tamani au Mali, Studio Kalangou au Niger, et récemment Studio Yafa au Burkina Faso), en République centrafricaine (où la Fondation Hironnelle a créé et soutient depuis 19 ans le premier média du pays, Radio Ndeke Luka), ou encore dans des contextes de crise humanitaire comme au Bangladesh dans les camps de réfugiés Rohingya, où la Fondation Hironnelle forme et soutient depuis 2018 des réfugiés pour leur permettre de produire et diffuser des informations de première nécessité pour les populations réfugiées.

Fondation Hironnelle

Nicolas Boissez

nicolas.boissez@hironnelle.org

Délégué à la communication aux relations extérieures

links

- [Fondation Hironnelle](#)
- [Studio Tamani](#)
- [Studio Kalangou](#)
- [Studio Yafa](#)
- [Radio Ndeke Luka](#)
- [Refugee and Host Community RadioPro Unlimited \(en anglais\)](#)
- [Twitter: @FondHironnelle](#)
- [Facebook : @FondationHironnelle](#)

dossier

«Clean & Green» en faveur d'un développement durable et d'un vivre-ensemble pacifique



«Green School» Myanmar. Photo : Fondation Village'd enfants Pestalozzi

Les épisodes climatiques extrêmes provoqués par le réchauffement climatique entraînent dans leur sillage des dégâts inimaginables dans le monde entier. Au Myanmar, l'un des pays les plus fréquemment et les plus durement touchés par des catastrophes naturelles, des milliers de personnes subissent les conséquences des intempéries et meurent à la suite d'épidémies et de famines. Outre l'exploitation des ressources naturelles, notamment la déforestation galopante, le pays lutte contre la mauvaise gestion des déchets. Des années d'isolement politique et économique ont conduit à un appauvrissement croissant qui s'est accompagné d'une fracture sociale et ethnique au sein de la population. Dans cette région, la Fondation Village d'enfants Pestalozzi œuvre à la réalisation des ODD 2030 au travers de ses projets. Sur le terrain, elle promeut des moyens de subsistance écoresponsables et apporte son soutien aux groupes de population déracinés. La fondation axe ses travaux sur les générations futures, la justice, la responsabilité solidaire et s'engage de façon préventive contre la violence structurelle.

À la lumière du concept de «paix positive», élaboré par le chercheur norvégien Johan Galtung, il est désormais clair que le développement durable est une composante essentielle de la construction de la paix. Le concept de paix positive englobe en outre bien plus que l'analyse des liens de causalité et d'interdépendance complexes. La paix revêt un sens plus profond et, partant, une signification plus large, dès lors que les actions entreprises en ce sens résultent de la collaboration efficace de personnes motivées et ont des répercussions tant sociales que générationnelles. À cet égard, l'une des conditions essentielles est la sensibilisation et l'encouragement précoces des enfants et des jeunes. En effet, une société durable inclut dans sa façon de penser plusieurs générations et ne peut exister que dans le cadre des limites écologiques. C'est pourquoi ces deux facteurs constituent dans notre travail une base pour le développement durable.

Revenons au Myanmar. Dans les régions d'Ayeyarwady, de Mandalay, de Magway, de Shan et de Kayin, la fondation met en œuvre des mesures de protection de l'environnement en collaboration avec trois écoles monastiques, de nombreux élèves, le personnel enseignant et les communautés adjacentes. L'éducation environnementale et alimentaire est une composante essentielle de l'enseignement dispensé aux enfants. Les élèves se réunissent par groupes de travail et assument en toute autonomie la responsabilité de la réalisation des missions environnementales. Enfants, personnel enseignant et communes entières forment une communauté d'apprentissage et d'enseignement. Santé, botanique et médecine sont également au programme, de même que l'apprentissage d'une utilisation attentive des ressources naturelles et de l'élimination appropriée des déchets. Un manuel consacré à l'éducation environnementale des enfants est en cours d'élaboration avec le département de protection de l'environnement et de la sylviculture du gouvernement du Myanmar. À terme, les responsables aspirent à une reconnaissance du modèle «Clean & Green» par le Ministère de l'Éducation et à son extension aux écoles publiques de tout le pays.

Loin du Myanmar, au Village d'enfants Pestalozzi de Trogen, des enfants et des jeunes posent les jalons d'une paix interculturelle et internationale à travers un droit des enfants commun aux populations du monde entier. La compréhension interculturelle et durable est une réalité ancrée comme une évidence dans leurs actions quotidiennes. La conscience d'un vivre-ensemble pacifique dépasse les frontières du Village. Car avec la mondialisation, le monde est lui-même devenu un village. Cette proximité avec nos semblables n'est

cependant pas garante de paix à l'échelle de la planète. La fondation inclut donc les pays partenaires dans ses processus stratégiques, afin d'œuvrer d'une seule voix pour mettre en place des conditions transinstitutionnelles, interinstitutionnelles et transnationales favorables à un développement socialement, écologiquement et économiquement juste sur ses différents sites d'intervention. Il convient de multiplier les approches en faveur de l'environnement et de la construction de la paix dans les structures ordinaires. Les actions sur les sites d'intervention et les événements sociaux encouragent le futur esprit de citoyenneté et la conscience écologique des enfants à l'échelle locale et mondiale. L'éducation inclusive, qui vise à former des porte-parole pour un monde plus vert à tous les niveaux, représente pour la fondation l'une des mesures les plus prometteuses et les plus pérennes en faveur de la paix et du développement durable.

[Fondation Village'd enfants Pestalozzi](#)

Isabelle M. Derungs

i.derungs@pestalozzi.ch

Cheffe des Projets Éducation et Évaluation

links

- [Dominique Rinderknecht et Marco Fritsche aident des enfants au Myanmar \(en allemand\)](#)
- [Vidéo: Dominique Rinderknecht et Marco Fritsche aident des enfants au Myanmar \(en allemand\)](#)

Les bibliothèques au service de la paix



Petite exposition consacrée au Programme 2030 et au rôle des bibliothèques dans l'entrée de la bibliothèque. Photo: Mission 21

Si le Programme 2030 des Nations Unies est mis en œuvre avec succès, chaque personne dans le monde entier devrait pouvoir, à l'avenir, accéder librement à la connaissance et à l'information. Les bibliothèques du monde entier jouent à cet égard un rôle essentiel. La bibliothèque spécialisée de Mission 21 s'engage ainsi en faveur de l'ODD 16.

Objectif 16.10

L'organisation faîtière des bibliothèques IFLA (International Federation of Library Associations), qui compte plus de deux millions de membres, a pu inscrire une demande importante dans l'objectif 16.10 lors des négociations préparatoires du Programme 2030: «Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales [...]».

Les bibliothèques véhiculent des connaissances et des perspectives approfondies sur des thématiques complexes, contribuant ainsi à la qualité de vie de tous les individus et au maintien de la paix au sein de la société. Elles mettent les technologies de l'information et du personnel formé à disposition du public, afin d'aider chacun et chacune à exploiter efficacement les informations obtenues, tout en constituant à travers le monde un réseau fiable d'antennes locales dans les villes et les campagnes. Rares sont les institutions qui s'adressent ainsi à toutes les catégories de population, sans exclure personne.

Des livres pour le Soudan du Sud

Le Soudan du Sud est un axe thématique de notre petite bibliothèque spécialisée. De nombreuses publications ont récemment vu le jour au sujet du plus jeune État du monde. En juin 2018, je les présente à Peter Gai Lual Marrow, président de la fédération des Églises sud-soudanaises (église partenaire de Mission 21) et l'un des architectes du plan d'action pour la paix au Soudan du Sud. Nous entamons une conversation sur l'importance de l'éducation pour l'avenir du pays et sur l'accès à des supports pédagogiques de bonne qualité, notamment pour les personnes en formation au Nile Theological College NTC de Djouba, qui forme les responsables des Églises sud-soudanaises et du personnel enseignant. Une lourde responsabilité incombe à celles et ceux qui seront les garants d'une paix durable dans le pays. Pour Peter Gai, il est crucial que ces personnes puissent se confronter de façon approfondie à leur propre histoire. Ainsi, pour le nouveau cours consacré à l'éthique sociale qui traite des problèmes du pays et propose des solutions ainsi que des stratégies de résolution, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur des supports pédagogiques adaptés, accessibles dans des bibliothèques de qualité.

Sur place, la réalité du pays est tout autre. La bibliothèque du Séminaire de Malakal, détruite par la guerre civile en 2013, a toutefois pu être reconstruite à Djouba en 2016. Dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya, les étudiantes et les étudiants du Soudan du Sud rencontrent des problèmes similaires au Giffen Institute: les livres de qualité sont une denrée rare et une bonne connexion Internet une chimère.

Dans ces deux cas de figure, nous avons apporté notre petite pierre à l'édifice en faisant l'acquisition à Bâle des ouvrages souhaités par Peter Gai pour les deux bibliothèques de Séminaire et en les faisant porter sur place par des intermédiaires.

Une goutte d'eau dans l'océan? Certes, mais sans gouttes d'eau, il n'y aurait pas d'océan.

[Mission 21](#)

Claudia Wirthlin

claudia.wirthlin@mission-21.org

Historienne, bibliothécaire et directrice de la bibliothèque spécialisée de Mission 21

[links](#)

- [Pour en savoir plus sur le Programme 2030 et le rôle des bibliothèques \(en anglais\)](#)
- [Bibliothèque spécialisée de Mission 21 \(en allemand\)](#)

dossier

Programme 2030: une opportunité pour remplacer la politique sécuritaire par une politique de paix



Signes de paix humains sur le chemin de la paix 2019 Kreuzlingen. Photo : Conseil suisse pour la paix

été négocié par les gouvernements avec une certaine frilosité quant aux exigences en matière de politique de paix. L'armée, la politique de sécurité et la politique d'armement sont aussi l'expression de la souveraineté nationale dans le cadre de l'ONU. La limitation des armements, le désarmement, voire le simple contrôle des armes ne fait donc l'objet d'aucune exigence. Pas une seule fois l'adhésion universelle à la convention sur l'interdiction des armes prohibées ou au Traité sur le commerce des armes (TCA) n'a été encouragée. Le point 16.4 formule seulement l'exigence suivante: «D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes» (et non pas «empêcher»).

Le Programme 2030 est-il par conséquent inadapté du point de vue de la politique de paix et peut-il être mis de côté sans hésitation? Cette approche s'apparenterait à capituler prématurément et à reconnaître le statut sacré du militaire dans la politique internationale. Dans le cadre du débat portant sur le désastre climatique actuel, il est tout d'abord

essentiel de rappeler que la guerre demeure la forme de dégradation de l'environnement la plus dévastatrice, même si la société civile a depuis longtemps perdu son «innocence» et largement rattrapé son retard en la matière. Se limiter à promouvoir des «solutions civiles» serait par conséquent clairement insuffisant. Le Programme 2030 confirme cette analyse et met en lumière de façon convaincante l'ampleur des actions nécessaires dans les domaines les plus divers.

Nous devrions exploiter la «faiblesse» de l'ODD 16 – l'absence de postulats concrets pour la politique de paix – et la considérer comme une opportunité. Dans la mesure où la mise en œuvre des postulats non formulés ne fait l'objet d'aucun contrôle, une marge d'interprétation se dessine quant aux changements concrets à entreprendre dans le domaine de la politique de sécurité pour atteindre l'ensemble des objectifs du Programme 2030. Cela commence par le montant des dépenses militaires, dont le potentiel d'économies doit être étudié, afin de libérer des fonds nécessaires de toute urgence dans d'autres domaines. En Suisse, ce serait surtout l'occasion de s'interroger sur la politique de sécurité actuelle qui, deux décennies après la fin de la confrontation par blocs, n'a pas toujours réussi à s'affranchir du carcan de la guerre froide. Dans notre contribution «Penser et concevoir la politique suisse du point de vue de la paix», parue dans le rapport d'ONG «La Suisse a-t-elle un développement durable?» relatif à la mise en œuvre du Programme 2030, Anna Leissing et moi-même avons esquissé la forme que pourrait prendre une telle réorientation: passer de la vision obsolète consistant à concevoir la défense autonome comme pilier de la politique de sécurité pour faire de la participation au système de sécurité collective de l'ONU (et de l'OSCE) la principale mission de l'armée, ce qui permettrait aussi et enfin de renoncer aux exportations de matériel de guerre. Cette approche renforcerait la position de la Suisse au sein de l'ONU et conférerait davantage de légitimité à sa candidature à un siège non permanent au Conseil de sécurité en 2023. Notre ministre de la défense, qui a introduit avec beaucoup de courage une façon de penser non conventionnelle au sein du DDPS, sera-t-elle prête et en mesure d'appliquer cette approche à la politique de sécurité? Nous sommes plus que motivés pour lui prêter main-forte et l'aider à venir à bout de cette tâche herculéenne.

[Conseil suisse pour la paix](#)

Ruedi Tobler

ruedi.tobler@friedensrat.ch

links

- [Rapport d'ONG sur la mise en œuvre du Programme 2030 «La Suisse a-t-elle un développement durable?»](#)
- [Conseil suisse pour la paix \(en allemand\)](#)

dossier

L'impact de l'espace dévolu à la société civile sur l'ODD 16



Photo de couverture du rapport. Photo: Paul Jeffrey, Cox's Bazar

Depuis des années déjà, nous observons un recul des droits civils fondamentaux partout dans le monde. La liberté d'expression, la liberté de réunion et la liberté de la presse sont de plus en plus malmenées dans un grand nombre de pays. Avec les membres de la communauté de pratiques d'Alliance ACT, Dan Church Aid et Bread for the World, l'EPER a donc commandité une étude sur le rôle que joue la société civile dans la réalisation des ODD.

À partir d'études sur le terrain au Brésil, au Cambodge, au Népal et au Zimbabwe, et de recherches documentaires portant sur 12 pays, ce rapport analyse le rôle central joué de la société civile dans la réalisation des ODD. Il montre ainsi que les atteintes subies par l'espace civique ont déjà eu, et continueront très probablement d'avoir un impact négatif de nombreux ODD.

L'espace civique est en pleine mutation: qui participe et comment? Son amenuisement limite l'action des militants progressistes des droits humains tout en élargissant l'influence des groupes de droite, extrémistes et conservateurs. L'expansion de l'espace numérique a redimensionné l'espace civique de tous les protagonistes, et a permis à des mouvements

de protestation tapageurs de se faire davantage entendre.

Les élites politiques restreignent l'espace civique dans le cadre des luttes nationales pour le pouvoir politique et économique. Les conflits autour de l'utilisation des ressources naturelles et de la terre en sont la principale raison.

Sans l'engagement plein et entier de la société civile, les ODD sont voués à l'échec. C'est le principal constat fait par l'étude. Car le rétrécissement de l'espace civique risque de stopper ou d'inverser les progrès en faveur de la réduction des inégalités, de l'inclusion et de la durabilité. En effet, ce sont souvent ceux qui sont marginalisés, qui précisément courent le plus grand risque d'être les «laissés pour compte du développement». L'étude conclut donc qu'un espace civique fort est absolument indispensable si l'on souhaite que le développement s'inscrive dans la durée et profite à tous.

L'ODD 16 joue un double rôle dans l'impact de la diminution de l'espace civique sur le développement. Tout d'abord, l'amenuisement de l'espace civique entraîne une détérioration des résultats en matière de développement, que l'ODD 16 mesure: violence, violations des droits humains et de l'État de droit, exclusion politique et sociale et, plus largement, remise en cause des perspectives de paix, de stabilité et d'institutions justes. Dans les cas comparés, la moitié des cibles de l'ODD 16 montraient des signes clairs et mesurables de dégradation ayant pour origine des restrictions spécifiques de l'espace civique. Les efforts déployés par les gouvernements pour limiter l'espace civique ont un impact immédiat et mesurable sur la capacité de la société civile à instaurer la confiance dans les sociétés polarisées.

En deuxième lieu, les avancées prônées par l'ODD 16 dépendent aussi de la capacité des acteurs de la société civile à sauvegarder les institutions publiques, notamment orientées par les ODD sur la pauvreté et la faim, le travail, les moyens de subsistance et l'environnement. Les actions menées contre les militants de la société civile portent atteinte aux droits fondamentaux que sont les libertés d'association, d'expression, de réunion et de protection ainsi qu'à la capacité des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits humains de se montrer critiques à l'égard des politiques gouvernementales. La mise en place et la sauvegarde d'institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux sont donc aussi une condition préalable à la réalisation du Programme 2030.

Principales conclusions:

- Le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile constitue une entrave au développement social et économique ainsi qu'à la réalisation des ODD.
- Les restrictions de l'espace civique empêchent les organisations de la société civile de s'engager dans l'élaboration d'une politique, le suivi des droits, la sensibilisation, la défense des populations vulnérables et l'établissement de partenariats.
- La limitation de l'espace civique tend à exclure certaines voix du développement et à accroître la méfiance sociale. À terme, cela accroît les inégalités et rend le développement moins durable.

– L'espace civique joue un rôle indispensable dans l'obtention d'informations transparentes et vérifiables. Le manque de données objectives imputable à la réduction de l'espace civique est susceptible de miner la confiance dans les données officielles et l'efficacité politique.

– L'affaiblissement de la société civile peut favoriser une culture permissive de la corruption chez les élites, faute de freins et de contrepoids suffisants. Cela peut non seulement éroder la confiance dans la gouvernance, mais aussi déclencher d'importantes crises économiques, alimentaires et politiques.

– L'importance excessive accordée aux grands projets d'infrastructure et à la croissance économique entre de plus en plus en concurrence avec le discours sur l'inclusion, mettant ainsi en danger le principe clé des ODD, à savoir «ne laisser personne de côté».

EPER

Una Hombrecher

Una.Hombrecher@heks.ch

links

- [Lire le rapport complet \(en anglais\)](#)

dossier

Égalité des sexes: un facteur de paix, de justice et d'inclusion



Tristesse d'une mère dont la fille a été victime d'un crime d'honneur. Performance dans le cadre d'une exposition artistique consacrée à la sensibilisation à la violence basée sur le genre, Haïfa, Israël. Photo: Anne Paq/activestills

Le Programme 2030 constitue un cadre de référence important pour les programmes nationaux et internationaux du cfd. Son message incarne la vision de l'ONG depuis 80 ans: «Leave no one behind» (ne laissons personne en arrière).

Aux yeux du cfd, l'égalité des sexes est un élément clé pour la paix positive. Il s'agit à la fois d'une condition préalable et d'un objectif: sans paix, pas d'égalité des sexes et sans égalité des sexes, pas de paix. C'est pourquoi le cfd base son approche aussi bien sur l'ODD 16 *Paix, justice et institutions efficaces* que sur l'ODD 5 *Égalité entre les sexes*. Pour l'ONG, ces deux objectifs sont étroitement liés: la paix, la justice et l'inclusion ne peuvent être atteintes qu'à travers l'égalité des sexes.

Le cfd considère notamment qu'il est essentiel de réaliser les sous-objectifs suivants:

- réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés (16.1)
- faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions (16.7)
- mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles (5.1)
- éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation (5.2)

Les projets de l'organisation contribuent toujours aux deux objectifs à la fois. Qu'est-ce que cela signifie concrètement? Voici deux exemples tirés de la coopération internationale:

En Israël, le projet *Kifaya – Ça suffit!* contribue à réduire la violence basée sur le genre. Les femmes et les filles victimes de violences bénéficient d'informations et de conseils sur les possibilités de protection, ainsi que d'une aide juridique. Les jeunes et les groupes de femmes, ainsi que d'autres catégories de la population, sont sensibilisés à la question de la violence notamment au travers d'une exposition artistique.

En Algérie, le projet *Nashat – Action* contribue à une société inclusive en encourageant la participation des adolescents. Il s'agit de renforcer leur confiance en leur propre valeur et de leur apprendre à mettre sur pied un projet commun. Ils acquièrent des connaissances sur les droits des enfants et des femmes ainsi que sur la protection contre la violence et sur la migration. Le travail repose sur l'échange d'opinions. Mais il s'agit aussi d'amener les jeunes à endosser des responsabilités et à se concevoir comme des membres dynamiques et nécessaires de la société, susceptibles de prendre part au changement. Travailler avec les adolescents a un effet démultiplicateur, car les connaissances acquises sont partagées avec la famille et le cercle d'amis, ce qui participe à l'évolution des mentalités au sein de la jeune génération.

Le Programme 2030 encourage tous les États à mettre en œuvre les 17 objectifs de développement durable et à venir ainsi à bout des principaux défis mondiaux. Les ODD sont donc transposés en objectifs de politique nationale. À travers ses projets en Suisse, le cfd contribue également à la réalisation des ODD 16 et 5. Par exemple:

- Avec le projet «Berufsmentoring – Migrantinnen in Netzwerken der Arbeitswelt» (Mentorat professionnel – les migrantes dans les réseaux du monde du travail), le cfd œuvre en faveur d'une société inclusive et de l'éradication des discriminations envers les femmes et les filles. Ce projet de mentorat permet à des migrantes possédant de bonnes qualifications de bénéficier d'un meilleur accès aux informations et aux réseaux du monde du travail. Elles sont par ailleurs étroitement accompagnées et épaulées dans le cadre de la recherche d'un emploi correspondant à leurs qualifications.
- Le projet «Beitrag der Zivilgesellschaft zur Umsetzung des Schweizer NAP 1325» (Contribution de la société civile à la mise en œuvre du PAN 1325 suisse) a pour but

d'inclure les expériences et le savoir-faire de la société civile dans la mise en œuvre officielle du PAN 1325 suisse. Son objectif principal est de sensibiliser les responsables politiques suisses à la question de l'égalité des sexes dans la perspective de la politique de paix, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

De par sa richesse et ses relations avec le monde entier, la Suisse assume une lourde responsabilité dans la réalisation du Programme 2030. Le cfd se félicite du fait que la Confédération coordonne la mise en œuvre de celui-ci. Une participation de la société civile sous forme d'un partenariat est essentielle à nos yeux, car la contribution des ONG, importante à ce jour, pourrait l'être encore longtemps. Nous considérons par ailleurs indispensable l'intégration du facteur du genre pour atteindre la paix, la justice et l'inclusion.

[cfd](#)

Virginie Poyetton

virginie.poyetton@cfd-ch.org

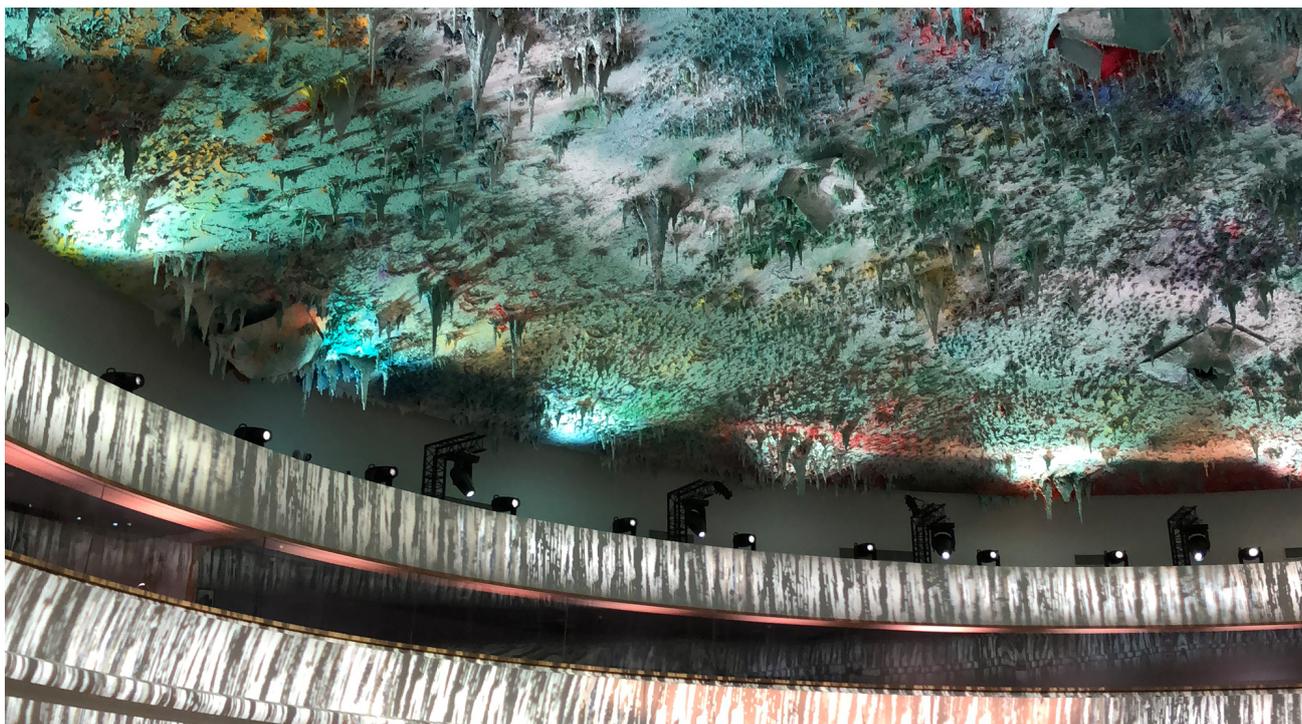
Chargée de programme pour la politique de paix

[links](#)

- [Description du projet Kifaya – Es reicht! \(en allemand\)](#)
- [Description du projet Nashat – Action](#)
- [Projet: Femmes, paix et sécurité \(en allemand\)](#)

dossier

Les ODD : le premier projet de développement pour toute l'humanité



Plafond de la salle des droits de l'Homme et du dialogue entre les civilisations. Palais des Nations de l'ONU, Genève. Image : Christophe Barbey

Pour la première fois de son histoire, l'humanité s'est dotée d'un projet de développement universel, applicable à tous les États et à toutes les institutions, à toutes les personnes : son slogan est « ne laisser personne de côté ». Bien que non-contraignant, il s'accompagne d'objectifs et d'indicateurs permettant d'en mesurer les progrès. La paix y est pleinement intégrée.

Depuis quelques années, en collaboration avec le Center for Global Nonkilling (CGNK), l'APRED mène aux Nations Unies un travail sur l'objectif 16.1 des ODD : « Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés ».

Pour réduire les violences, nous encourageons une utilisation plus systématique de la médiation, de la gestion pacifique des différends. Obligatoire en droit international, il importe que les personnes en bénéficient aussi, ne serait-ce que pour créer une habitude qui forcera d'autant plus les États à s'y conformer. Nous souhaitons voir s'établir un droit d'accès à la médiation. Il laissera libre d'y faire appel, mais en garantira la possibilité et les

moyens.

L'APRED soutient aussi la construction d'infrastructures de paix à long terme: inscription des buts et outils de la paix dans les constitutions, activation du droit humain à la paix, création de ministères de paix dans les gouvernements, une économie et des fonds publics dédiés à la paix et des rapports réguliers sur les progrès de la paix.

Le droit à la vie et ses heureuses dimensions sont essentiels à la stabilité de la paix. Le taux mondial d'homicides est hélas en hausse depuis deux ans. Plus d'actions pour protéger et valoriser la vie sont nécessaires. Utilisant l'Examen Périodique Universel des droits humains de tous les pays, CGNK attire l'attention de nombres d'États sur les progrès à faire pour le respect de la vie et la réalisation des ODD, mais aussi sur leurs lacunes dans le domaine de la protection juridique de la vie et de la paix, de la dignité.

APRED

Christophe Barbey

cb@apred.ch

links

- [Le droit d'accès à la médiation \(en anglais\)](#)
- [Infrastructures de paix \(en anglais\)](#)
- [Manuel sur les infrastructures de paix \(en anglais\)](#)
- [APRED sur les politiques publiques de la paix et infrastructures de paix](#)
- [Examen périodique universel](#)
- [Center for Global Nonkilling at the UN \(en anglais\)](#)
- [Statistique des homicides \(Small Arms Survey, en anglais\)](#)

dossier

Soutenir la société civile dans les pays qui élaborent une Revue nationale volontaire en 2019



Projet Ready for Review. @Cordaid

La Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (CSPPS) est un réseau mondial réunissant les acteurs de la société civile, les experts et les universitaires du Sud comme du Nord, qui œuvrent à la prévention des conflits et à la promotion de la paix dans les contextes fragiles. Afin de mener à bien son programme pour 2019-2020, la CSPPS bénéficie du soutien de la direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO). Le 1^{er} janvier 2019 a ainsi marqué le début d'une collaboration d'un an entre la CSPPS et le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), dont l'objectif est de permettre à la CSPPS de poursuivre son travail visant à affermir le rôle de la société civile au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), et de soutenir la mise en œuvre de l'approche globale du ministère pour la gestion des crises et des fragilités.

Pour la première fois depuis le début du Programme 2030 en 2015, un bilan détaillé des avancées de l'ODD 16, entre autres, sera réalisé lors du Forum politique de haut niveau qui se tiendra en juillet 2019. Cela a encouragé la CSPPS à mettre en œuvre son projet *Ready for Review*, avec le soutien du MEAE et de la DG DEVCO. En s'appuyant sur le réseau TAP (Transparency, Accountability and Participation), ce projet vise à accompagner la société civile des pays fragiles et touchés par des conflits souhaitant présenter une Revue nationale volontaire (RNV) en 2019. Plus précisément, il repose sur le dialogue politique se tenant dans le cadre de l'IDPS. Par sa collaboration avec le réseau TAP et les partenaires locaux de la société civile, la CSPPS cherche à garantir l'inclusion, la participation et la contribution constructives des organisations de la société civile dans les processus de Revue nationale volontaire (RNV). Le projet se concentre sur l'ODD 16+ au sein d'une sélection de pays composée notamment de la Côte d'Ivoire, de la République centrafricaine, du Tchad, de la Sierra Leone, du Timor-Leste, du Rwanda, du Ghana et du Nigeria. Ce choix illustre la volonté de la CSPPS d'exploiter le partenariat créé dans le cadre de l'IDPS et de rendre possibles de nouvelles connexions en aidant les pays qui ne font pas partie du groupe g7+ (Rwanda, Ghana et Nigeria) à affermir le rôle de la société civile dans la mise en œuvre de politiques pertinentes en lien avec la RNV.

Au niveau national, l'aide apportée sur le terrain a permis à la CSPPS de garantir – dans la mesure du possible, selon le contexte politique et avec l'aide d'un expert en facilitation – l'inclusion, la participation et la contribution constructives de la société civile nationale et locale durant les phases de consultation et de validation du processus d'élaboration de la RNV dans les pays précités. Un programme de sensibilisation ciblé visant à impliquer des organisations dirigées par des jeunes et des femmes a également rendu cela possible. L'objectif de cet atelier était de fournir des informations pour l'élaboration de la RNV et d'apporter une aide pour les prochaines étapes de la réalisation du Programme 2030, au niveau local comme national. Il ne fait aucun doute que les efforts déployés par la CSPPS au cours des diverses étapes de consultation nationale pour la RNV ont soit directement amélioré la coordination entre les activités menées par les gouvernements et celles menées par la société civile, soit ouvert la voie à une amélioration. Grâce aux données de qualité recueillies dans le cadre de ces ateliers consultatifs nationaux, les différents acteurs de la société civile ont pu adopter une position commune au sujet de l'avancement actuel de l'ODD au niveau national. Associer les activités de l'atelier à l'engagement des partenaires de l'IDPS, des donateurs et des gouvernements a permis d'obtenir le soutien stratégique nécessaire à l'élaboration de RNV et, avec l'aide de nos partenaires locaux,

d'établir des contacts pour les discussions ultérieures avec les mêmes acteurs. En étendant sa collaboration avec le réseau TAP au Nigeria, au Rwanda et au Ghana, la plateforme CSPPS a élargi son influence et son soutien à des pays non membres du G7+. La CSPPS a prévu d'organiser un échange entre pairs aussi bien pendant qu'après le Forum politique de haut niveau, pour mener une réflexion sur les expériences des représentants de la société civile lors de l'élaboration des RNV.

CSPPS

Peter van Sluijs

PSL@cordaid.org

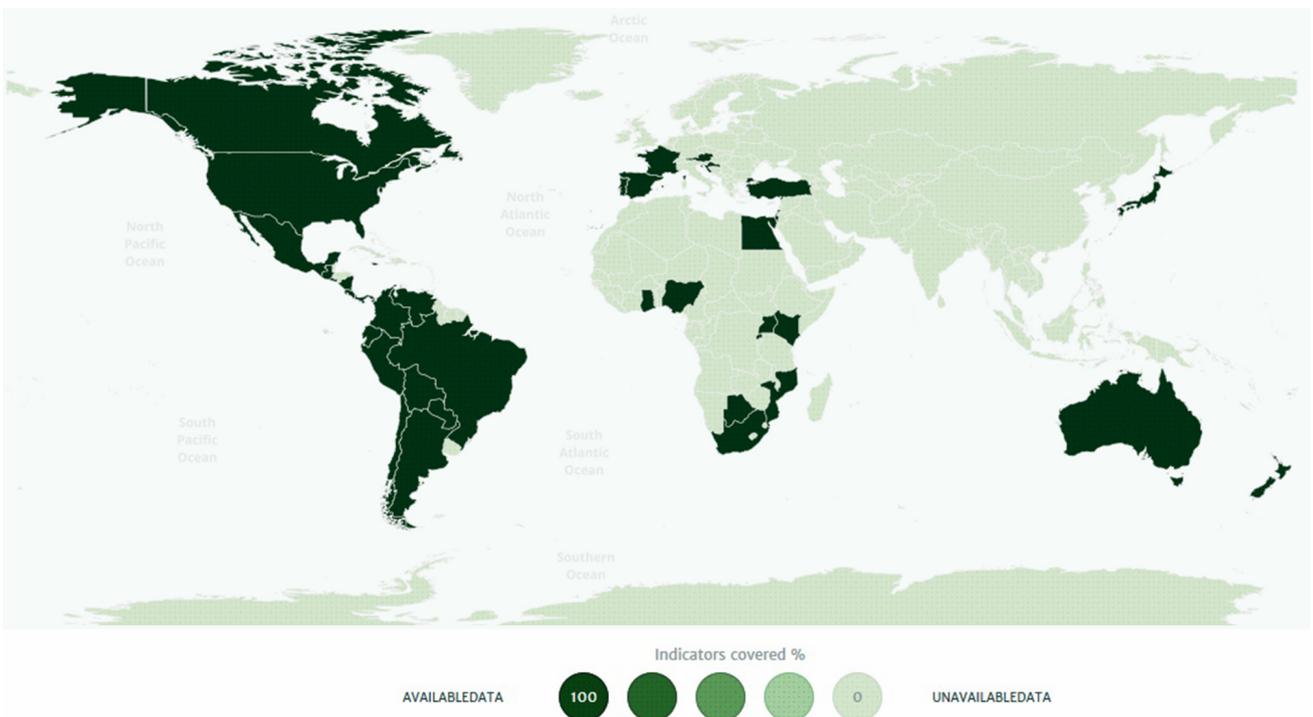
Coordinateur CSPPS

links

- [CSPPS](#)
- [Read for Review](#)

pour aller plus loin

Objectifs, indicateurs, données – peut-on mesurer la paix, la justice et l’efficacité des institutions?



Les victimes de violence signalent-elles les faits aux autorités compétentes? Pour cet indicateur (16.3.1), comme pour d’autres, les données ne sont disponibles que pour certains pays. Capture d’écran de l’Initiative sur les données ODD16

L’ODD 16 entend être bien plus qu’un simple indicateur politique. Le Programme 2030 a pour ambition de réaliser les objectifs fixés dans un délai de 15 ans. Pour y parvenir, il faut pouvoir mesurer précisément leur application.

Dans sa version intégrée 16+, l'objectif de développement 16 compte au total 54 indicateurs. Les ODD ayant vocation à être universels, les progrès dans leur réalisation doivent pouvoir être mesurés au niveau global également. Cela ne peut se faire sans standards internationaux précisant la manière dont les données doivent être collectées et les indicateurs mesurés. Or il ressort du dernier rapport d'étape de l'Institute for Economics & Peace (IEP) que cette harmonisation pose problème:

- aucun pays ne collecte actuellement de données pour dix des 54 indicateurs de l'objectif 16+;
- pour dix autres indicateurs, la recherche d'une méthodologie et de standards valables dans tous les pays vient tout juste de commencer;
- il existe des sources de données officielles fournies par les organes compétents de l'ONU ainsi qu'une méthodologie harmonisée pour moins de la moitié des 54 indicateurs;
- même dans le cas des indicateurs pour lesquels il existe des données officielles, celles-ci, souvent, ne sont disponibles que pour certains pays;
- pour mesurer les autres indicateurs, il faut recourir à des données «indirectes» provenant souvent de prestataires privés ou d'ONG. Or leur définition diffère généralement de celle des indicateurs de l'ODD 16, et elles ne sont pas disponibles pour tous les pays.

De plus, il est particulièrement difficile pour les pays fragiles et touchés par des conflits de collecter des données. D'où cette situation paradoxale: c'est dans les pays qui auraient le plus à gagner de sa réalisation effective que l'objectif 16 est le moins mesurable. Pour Claire Melamed, CEO de Global Partnership for Sustainable Development Data, cette absence de données en provenance de certaines régions du monde est une injustice mondiale qui exige l'intervention des acteurs internationaux: «Si chaque vie compte, alors nous devons compter chaque vie.»

Les mesures de ce type sont coûteuses et prennent beaucoup de temps. Il est d'autant plus important qu'il y ait un retour sur investissement. Le choix de privilégier autant que possible des indicateurs quantitatifs pour mesurer la réalisation des ODD est en lui-même controversé. Adedayo Bolaji-Adio écrit par exemple dans un document de réflexion que les indicateurs de l'objectif 16 ne sont pas un vecteur très utile d'informations et de progrès: «La communauté internationale ne peut présenter aucun argument convaincant en faveur de la gouvernance, de la paix et de la sécurité si elle s'appuie essentiellement sur des indicateurs statistiques.» Des objectifs tels que la justice ou la bonne gouvernance sont toujours définis de manière normative, ce qui donne une forte dimension politique à leur application et à leur mesure. Le contexte est décisif; or celui-ci ne peut être pris en compte dans les collectes de données harmonisées à l'échelle internationale.

Les indicateurs définis peuvent indubitablement aider à donner une vue d'ensemble de ce qui a été accompli et à montrer dans quels domaines il reste des efforts particuliers à faire. Mais compte tenu de la nature politique de l'objectif 16+, la focalisation sur les données quantitatives paraît tout de même problématique. Pour les compléter, il conviendrait de réaliser des analyses qualitatives dans chaque pays et pour chaque sous-objectif, ce qui

permettrait de prendre en compte le contexte.

swisspeace

Alex Sieber

alex.sieber@swisspeace.ch

Communications

links

- [Base de données mondiale des objectifs de développement durable, commission statistique de l'ONU \(en anglais\)](#)
- [Partenariat mondial pour les données sur le développement durable \(en anglais\)](#)
- [Initiative sur les données ODD16 \(en anglais\)](#)
- [Rapport d'étape ODD16+, Institute for Economics & Peace \(en anglais\)](#)
- ["The Challenge of Measuring SDG 16: What Role for African Regional Frameworks?", document de travail, European Centre for Development Policy Management \(en anglais\)](#)

actualité

Cours sur la fragilité, les conflits et les États



Homme à moto en Somalie, 2012 Photo : Reto Kuster

“Ce cours m’a donné l’occasion d’avoir un échange fructueux avec un certain nombre de personnes expérimentées et ouvertes d’esprit dans un environnement agréable. Cela m’a permis de jeter un regard critique sur mon propre domaine d’activité en dehors de mon travail quotidien.”

Male Thienken, chef de projet Corne de l’Afrique, Care Germany-Luxembourg e.V.

Les États fragiles sont d’une grande importance pour tous les acteurs – des citoyens aux décideurs politiques. Non seulement ils sont particulièrement vulnérables aux conflits violents, mais ils sont aussi tenus responsables d’un certain nombre de griefs publics au-delà des frontières nationales. Bien que la notion de ” fragilité ” soit largement répandue dans la pensée des bienfaiteurs et des organisations d’aide, elle reste floue et stimule le débat sur la meilleure façon dont la communauté internationale peut réagir. Ce cours se concentre sur les défis conceptuels, politiques et pratiques de la construction de l’État dans des contextes fragiles et conflictuels.

Le cours Fragility, Conflict & Statebuilding de swisspeace aura lieu du **16 au 18 octobre 2019** à l’Université de Bâle. La date limite d’inscription est fixée au **15 août 2019**.

Continuing Education
academy@swisspeace.ch

[links](#)

- [Plus d'information](#)
- [Application](#)

actualité

Points forts KOFF 2018 : Comment contribuons-nous à la promotion de la paix ?



Hands Up for Peace, Street Art Missouri, USA. Creative Commons

Notre rapport annuel 2018 s'interroge sur l'apport de la plateforme du KOFF à la promotion de la paix. Nous avons reçu les réponses grâce à des entretiens avec les représentants des organisations membres du KOFF avec lesquelles nous avons étroitement collaboré l'année dernière.

L'un des textes explique par exemple pourquoi les soirées de films du KOFF sur des thèmes de politique de paix contribuent à sensibiliser un large public à ce thème. Un autre article souligne l'importance de la société civile pour aider les femmes à réfléchir à la consolidation de la paix. De plus, la valeur ajoutée de l'échange intensif de la plate-forme du KOFF est soulignée à plusieurs reprises.

Lire le rapport complet [ici](#).

[swisspeace](#)

Amélie Lustenberger

amelie.lustenberger@swisspeace.ch

Communications Officer

links

- [KOFF rapport annuel 2018](#)

actualité

Conférence : Le point de vue de la société civile sur «Les femmes, la paix et la sécurité» et la prévention de l'extrémisme violent

Save the Date : 18 septembre 2019, 08:45 – 17:00, dans l'auditorium de la Fondation PROGR – Centre de production culturelle, Waisenhausplatz 30, 3011 Berne

L'objectif de cette conférence est de sensibiliser et de débattre sur l'avenir du Projet «Femmes, paix et sécurité» et sur le rôle de la Suisse dans son élaboration. Nous voulons également examiner de plus près l'agenda de la PVE (Prévention de l'extrémisme violent) et son lien avec «Femmes, paix et sécurité» et voir dans quels domaines il existe des risques, défis et opportunités potentiels.

De plus amples informations seront bientôt disponibles sur le [site web du KOFF](#).

[swisspeace](#)

Andrea Grossenbacher

Andrea.Grossenbacher@swisspeace.ch

links

- [Working Group on Women, Peace & Security \(en anglais\)](#)

calendrier

Événements et nouvelles

PAGE DE NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Les nouvelles des organisations membres du KOFF se trouvent sur notre PAGE D'INFORMATION DES MEMBRES DU KOFF.

SWISSPEACE KURSE

Vous pouvez vous inscrire maintenant aux cours suivants de swisspeace:

- Religion & Conflict Transformation
- Business, Conflict and Peacebuilding
- Dealing with the Past Course

Vous trouverez des informations sur l'ensemble de l'offre de cours de swisspeace sur la promotion de la paix et les conflits sur NOTRE PAGE WEB.

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Amélie Lustenberger & Alex Sieber
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Inde 2016. Creative Commons

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artafoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	